

Géopolitique. Un sommet pour la démocratie... ou contre Pékin

L'Humanité Jeudi 9 Décembre 2021

[Christophe Deroubaix](#) [Vadim Kamenka](#)

Joe Biden entend redéfinir la ligne de partage des relations internationales entre démocraties et régimes autoritaires. Une façon de coaliser autour de la puissance états-unienne afin de contrer la montée en puissance de la Chine.

Totalement passée inaperçue dans son programme de campagne, voici une proposition de Joe Biden qui prétend rebattre les cartes géopolitiques : un « sommet pour la démocratie » censé déterminer le partage des eaux entre les démocraties et les « régimes autoritaires ». La distribution des invitations (111) a des airs de remise de brevet de démocratie de la part de Joe Biden, dont le pays est pourtant classé pour la première fois parmi les « démocraties en recul », selon le rapport annuel de l'organisation intergouvernementale internationale Idea.

La diplomatie américaine a tenté, ces dernières semaines, de gommer la trop évidente arrogance de la démarche. La Maison-Blanche n'en est pas moins restée la seule maîtresse des bristols d'invitation, suscitant nombre d'incompréhensions. Comment glorifier les vertus de la démocratie contre l'autoritarisme en présence de Rodrigo Duterte et Jair Bolsonaro ? Mais, comme le note Philip Golub, professeur de relations internationales à l'Université américaine de Paris, « *il y a plus important que l'inclusion du Brésil : c'est l'inclusion de Taïwan* ». Un authentique casus belli pour la Chine, qui n'a jamais abandonné l'idée d'une réintégration de l'île séparatiste dans son giron. État de facto depuis 1949, Taïwan n'est toutefois pas reconnu comme tel par les Nations unies en vertu du principe de « Chine unique ».

1. Une tentative de coalition contre la Chine

Si les États-Unis s'en défendent, il leur est de plus en plus compliqué de masquer la nature de ce sommet : isoler la Chine. Le calendrier de l'annonce, en début de cette semaine, par Washington, du [« boycott diplomatique » des jeux Olympiques d'hiver de Pékin](#) en février 2022 ne doit rien au hasard. Depuis sa prise de fonction, Joe Biden a donné une tonalité particulièrement agressive à un virage stratégique opéré par Barack Obama, connu sous le nom de « pivot asiatique ». Les élites américaines tirent alors les conséquences des échecs retentissants des guerres de Bush et de l'essor de la Chine.

Grâce à la montée en gamme de son modèle de développement, cette dernière ne se contente plus d'être l'« atelier du monde », comme au début des années 1990. Elle a aussi investi massivement dans la modernisation de son armée. Ses capacités restent toutefois en deçà de celles des États-Unis. Sa force de projection également, puisque Pékin dispose d'une seule base hors de ses frontières, à Djibouti, contre environ 750 dans 80 pays pour les États-Unis. Depuis dix ans, la mer de Chine, plutôt que le golfe Persique, est devenue l'épicentre de la politique étrangère des États-Unis. Aussitôt arrivé dans le bureau ovale, Joe Biden insiste sur la démocratie et la situation de Taïwan.

À lire sur le sujet : [Géopolitique. Les raisons du bras de fer en Mer de Chine](#)

Washington a analysé le point faible de la Chine : les alliances. L'administration Biden veut renforcer celles que les États-Unis ont nouées. Dès le mois de mars, le Quad (dialogue quadrilatéral pour la sécurité) est ranimé après des années de quasi-sommeil. Il regroupe, outre les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie, trois acteurs majeurs de la zone indo-Pacifique. L'affaire des sous-marins et la livraison, clé en main, de la technologie de propulsion nucléaire à l'Australie par les États-Unis et la Grande-Bretagne « densifient » cette alliance. « *Les États-Unis ne veulent pas contrer la puissance chinoise par la guerre mais pas la constitution de coalitions, petites ou grandes* », analyse Philip Golub. Le sommet de la démocratie est envisagé par Joe Biden comme l'une d'entre elles. Mais les participants se prêteront-ils à ce jeu stratégique ? La France a déjà pris quelques distances avec cette logique d'affrontement.

2. Une nouvelle guerre froide ?

« *Le binôme Chine-États-Unis se trouve au cœur des relations internationales de ce siècle. Nous assistons à une nouvelle rivalité de type bipolaire dans le contexte d'un monde plus complexe qu'il ne l'était à l'époque de la guerre froide. Mais nous n'avons pas deux blocs face à face* », estime Philip Golub. Nul doute que Washington aimerait que le reste du monde fasse bloc autour de sa tentative de maintenir son leadership mondial. De la coupe aux lèvres, il y a, semble-t-il, une distance infranchissable.

Lire aussi : [« La Chine n'a pas de prétentions à l'hégémonie » : l'analyse du professeur Philip Golub](#)

Des acteurs « moyens » ont leurs propres intérêts. La décision de l'administration Biden de ne pas inviter la Turquie, pourtant deuxième armée de l'Otan, au sommet pour la démocratie illustre une forme d'autonomisation de la diplomatie d'Erdogan, peu appréciée à Washington. [L'Allemagne, à la diplomatie atlantiste](#), dépend aussi grandement de la Chine sur le plan économique. En Asie du Sud-Est, la « *situation est très inconfortable pour les pays de cette région qui ne peuvent prendre parti totalement pour une des deux grandes puissances qui se livrent cette bataille* », rappelle l'universitaire. Ainsi, le Vietnam, nouvel allié privilégié des États-Unis, n'est pas non plus convié au sommet. Si la situation géopolitique mondiale ne correspond pas à un schéma « bloc contre bloc », elle n'en est pas moins porteuse de dangers. La Chambre des représentants des États-Unis a adopté, mardi soir, un budget militaire record de 768 milliards de dollars (seuls 70 démocrates s'y sont opposés), tandis que la Chine augmente régulièrement le sien (+ 7 % en 2021), pour investir notamment dans sa flotte.

3. Un renforcement de l'axe Moscou-Pékin

La Chine et la Russie sont les absentes les plus illustres de ce sommet bidenien. La stratégie des États-Unis peut-elle pousser un peu plus Moscou, qui regarde vers l'est depuis les sanctions du fait de la crise ukrainienne de 2013-2014, dans les bras de Pékin ? Dans ce jeu à trois, Moscou participe depuis 2019 avec Pékin à des patrouilles, exercices navals réguliers et des survols dans l'océan Pacifique à proximité des côtes japonaise et sud-coréenne. « *L'importance de telles manœuvres conjointes va bien au-delà de la démonstration de la proximité des positions politiques. C'est un moyen d'augmenter le prix de la confrontation pour l'adversaire. Les forces américaines sont dispersées dans le monde entier, tandis que les forces russe et chinoise sont concentrées en Europe et dans l'océan Pacifique. Leur avantage naturel est qu'elles sont situées dans des régions qui sont*

les principaux théâtres du nouveau conflit », analyse le spécialiste des relations sino-russes, Vasily Kashin, dans le quotidien *Kommersant*.

Dans cette optique, plusieurs alliances multilatérales, à l'initiative des Chinois et des Russes, se dégagent : l'Organisation de coopération de Shanghai, l'Organisation du traité de sécurité collective et une encore informelle, le Crip (Chine, Russie, Iran, Pakistan). Une forme d'entente tacite semble aussi s'accélérer au Conseil de sécurité de l'ONU. Pour Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe, « *l'appui de Moscou se fait de manière mesurée et pondérée avec la Chine. Il vise à pousser l'administration américaine à négocier ses différends en Europe et à alléger la pression atlantiste à l'égard de la Russie* ».

Mais les deux partenaires connaissent aussi des rivalités. En Asie centrale, les investissements économiques consentis par la Chine via les « routes de la soie » ne sont guère appréciés par Moscou. Dans l'océan Pacifique, la Russie voit d'un mauvais œil les prétentions de Pékin dans la zone où les différends territoriaux sont nombreux. Washington en profitera-t-il ? « *Il y a un débat au sein et en dehors de l'administration Biden : ne faut-il pas arrimer un peu plus la Russie afin qu'elle soit un peu moins arrimée à la Chine ? Faire en sorte que la Russie soit autant à l'ouest qu'à l'est* », conclut Philip Golub.